

**Note de synthèse relative aux avis des personnes publiques associées et autres instances consultées
dans le cadre de la révision du PLU**

Le dossier d'arrêt du PLU du Tour-du-Parc a été arrêté le 09/07/2025.

Il a ensuite été notifié par **recommandé avec accusé de réception (AR24)** aux personnes publiques associées et instances énumérées ci-après dans le tableau.

A défaut d'avis fourni dans le délai imparti, l'avis est réputé « **tacite** ».

NB : au-delà de 15 jours à l'issue de la présentation de l'AR24 dans la boîte du destinataire, le délai de 3 mois court automatiquement. En d'autres termes, la « date de négligence » (=date d'envoi + 15 jours) fait courir le délai légal.

Personnes publiques associées	Date notification (accusé de réception AR24)	Délai et date d'Echéance	Avis reçu dans le délai Oui/Non
Préfecture / DDTM 56	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Oui -
Région Bretagne	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Non
Département du Morbihan	15/07/2025	3 mois – 15/10/2025	Non
Chambre d'agriculture 56	15/07/2025	3 mois – 15/10/2025	Non
Chambre de commerce (CCI Bretagne)	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Non
Chambre des métiers (CMA)	16/07/2025	Réceptionné le 21/07/2025 3 mois - 21/10/2025	Non
Golfe du Morbihan Vannes Agglomération (GMVA)	16/07/2025	Réceptionné le 18/07/2025 3 mois - 18/10/2025	Non
Parc Naturel Régional (PNR) du Golfe du Morbihan	16/07/2025	Réceptionné le 21/07/2025 3 mois - 21/10/2025	Oui
Comité Régional de la Conchyliculture (CRC Bretagne Sud)	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Oui
Centre national de la propriété forestière (CNPFF)	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Non
Centre régional de la propriété forestière (CRPF)	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Non
Personnes publiques consultées	Date notification (accusé de réception AR24)	Délai et date d'Echéance	Avis reçu Oui/Non
Mairie de Sarzeau Mairie de Damgan Mairie Theix-Noyalo Mairie de Surzur Mairie du Hézo Mairie de St-Gildas-de-Rhuys Mairie d'Arzon Mairie de St-Armel Mairie d'Ambon	16/07/2025	3 mois – 16/10/2025	Non

Instances saisies	Date notification (accusé de réception AR24)	Délai et date d'Echéance	Avis reçu
Autorité environnementale (MRAE Bretagne) saisie au titre de l'évaluation environnementale	18/07/2025	Réceptionné le 29/07/2025 3 mois - 29/10/2025	Non Avis tacite
Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) : saisie au titre de l'article L121-27 du code de l'urbanisme	16/07/2025 Les services de l'Etat ont informé la commune par mail, le 26/09/2025, que pour des raisons techniques, ils n'étaient pas en mesure de réceptionner les recommandés AR24. Puis transmis à nouveau à la demande des services de l'Etat par France Transfert le 02/10/2025. Un dossier papier a également été déposé en Préfecture le 02/10/2025.	2 mois 16/09/2025	Non Avis tacite
Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) : saisie au titre des articles L151-11, L151-12 et L151-13 du code de l'urbanisme	16/07/2025 Les services de l'Etat ont informé la commune par mail, le 26/09/2025, que pour des raisons techniques, ils n'étaient pas en mesure de réceptionner les recommandés AR24. Puis transmis à nouveau à la demande des services de l'Etat par France Transfert le 02/10/2025. Un dossier papier a également été déposé en Préfecture le 02/10/2025.	2 mois 16/09/2025	Non Avis tacite
Demande de dérogation adressée au Préfet au titre de l'article L 142-5 du code de l'urbanisme en l'absence de SCOT approuvé ¹	16/07/2025 Les services de l'Etat ont informé la commune par mail, le 26/09/2025, que pour des raisons techniques, ils n'étaient pas en mesure de réceptionner les recommandés AR24. Puis transmis à nouveau à la demande des services de l'Etat par France Transfert le 02/10/2025. Un dossier papier a également été déposé en Préfecture le 02/10/2025. Les services de l'Etat ont indiqué par mail le 14/11/2025 à la commune que la demande de dérogation est incomplète en ce qu'elle ne présente pas les parcelles qui passent de la zone A à la zone Ub. Le bureau	4 mois 16/11/2025	L'accord du Préfet devra être fourni à la commune avant l'approbation du projet de PLU afin que ce dernier puisse être approuvé.

¹ L'article L.142-4 définit la règle dite de "constructibilité limitée" selon laquelle : «Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme». L'article L.142-5 du code de l'urbanisme permet une dérogation à ce principe avec l'accord du préfet du Morbihan, après avis de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

	d'études Planen renvoie pour information un mail aux services de l'Etat le 14/11/2025 pour transmettre la demande complétée. La commune renvoie la demande de dérogation complétée par France Transfert le 18/11/2025.	
--	--	--

Concernant les saisines de la CDPENAF, CDNPS et la demande de dérogation, une présentation de l'historique des saisines sont nécessaires :

La commune a saisi la CDPENAF et la demande de dérogation au Préfet (comme l'explique le courrier) par AR24 le 18/07/2025.

Preuve du dépôt :

Défaut d'ouverture de l'AR24 au 02/08/2025

AR24 PREUVE DE DÉPÔT ET D'ENVOI
D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE
AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION
EV51933939-9ed66c8ae761864aa4cfd997271e34c6276add9e5614407ced6260592b4e

INFORMATIONS EXPÉDITEUR
urbanisme@letourduparc.fr
François MOUSSET
1 RUE DE LA MAIRIE
56370 LE TOUR-DU-PARC

DESTINATAIRE
CDPENAF
ddtm-cdpnaf@morbihan.gouv.fr
Statut : professionnel
Ref. dossier : Envoi dossier d'arrêt PLU CDPENAF

Informations complémentaires :
COMMUNE DE LE TOUR DU PARC Bry...

DATE D'ENVOI ET DE LÈRE PRÉSENTATION
13/07/2025
08:39:19 CET (Central European Time)

PIÈCES JOINTES
- 2025-38 bilan de concertation-tampon.pdf (986.81 KB)
- 2025-39 plu arrêt-tampon.pdf (1.79 MB)
- courrier.pdf (750.82 KB)
- demande_derogation_urbanisation_limitee_tdp.pdf (1.52 MB)

AR24 SAS
RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-sur-Seine

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

RCS CRETEIL - 809 480 122

AR24 PREUVE DE NON
RÉCLAMATION
D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE
AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION
NG51933939-9ed66c8ae761864aa4cfd997271e34c6276add9e5614407ced6260592b4e

INFORMATIONS EXPÉDITEUR
urbanisme@letourduparc.fr
François MOUSSET
1 RUE DE LA MAIRIE
56370 LE TOUR-DU-PARC

DESTINATAIRE
CDPENAF
ddtm-cdpnaf@morbihan.gouv.fr
Statut : professionnel
Ref. dossier : Envoi dossier d'arrêt PLU CDPENAF

Informations complémentaires :
COMMUNE DE LE TOUR DU PARC Bry...

DATE ET HEURE DE RÉGULANCE
02/08/2025
23:02:51 CET (Central European Time)

PIÈCES JOINTES
- 2025-38 bilan de concertation-tampon.pdf (986.81 KB)
- 2025-39 plu arrêt-tampon.pdf (1.79 MB)
- courrier.pdf (750.82 KB)
- demande_derogation_urbanisation_limitee_tdp.pdf (1.52 MB)

AR24 SAS
RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-sur-Seine

DATE D'ENVOI ET DE LÈRE PRÉSENTATION
18/07/2025
08:39:19 CET (Central European Time)

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

RCS CRETEIL - 809 480 122

La commune a saisi la CDNPS par AR24 le 18/07/2025.

Preuve du dépôt :

Défaut d'ouverture de l'AR24 au 02/08/2025

AR24 PREUVE DE DÉPÔT ET D'ENVOI
D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE
AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION
EV51816674-405bfae430062744e17929ab9cc81b776735320f539cd16b85b3adc7f60d196

INFORMATIONS EXPÉDITEUR
urbanisme@letourduparc.fr
François MOUSSET
1 RUE DE LA MAIRIE
56370 LE TOUR-DU-PARC

DESTINATAIRE
Commission départementale de la nature, des paysages et des sites Préfecture du Morbihan
prefecture@morbihan.gouv.fr
Statut : professionnel
Ref. dossier : Envoi dossier d'arrêt PLU Commission départementale de la nature, des paysages et des sites Préfecture du Morbihan

Informations complémentaires :
COMMUNE DE LE TOUR DU PARC Bry...

DATE D'ENVOI ET DE LÈRE PRÉSENTATION
16/07/2025
08:19:05 CET (Central European Time)

PIÈCES JOINTES
- courrier saisine envoi plu arrêté à la cdpsps 2025.pdf (478.69 KB)
- 2025-38 bilan de concertation-tampon.pdf (983.79 KB)
- 2025-39 plu arrêt-tampon.pdf (1.79 MB)

AR24 SAS
RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-sur-Seine

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

RCS CRETEIL - 809 480 122

AR24 PREUVE DE NON
RÉCLAMATION
D'UNE LETTRE RECOMMANDÉE ÉLECTRONIQUE
AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION

N° D'IDENTIFICATION
NG51816674-405bfae430062744e17929ab9cc81b776735320f539cd16b85b3adc7f60d196

INFORMATIONS EXPÉDITEUR
urbanisme@letourduparc.fr
François MOUSSET
1 RUE DE LA MAIRIE
56370 LE TOUR-DU-PARC

DESTINATAIRE
Commission départementale de la nature, des paysages et des sites Préfecture du Morbihan
prefecture@morbihan.gouv.fr
Statut : professionnel
Ref. dossier : Envoi dossier d'arrêt PLU Commission départementale de la nature, des paysages et des sites Préfecture du Morbihan

Informations complémentaires :
COMMUNE DE LE TOUR DU PARC Bry...

DATE ET HEURE DE RÉGULANCE
31/07/2025
23:02:39 CET (Central European Time)

PIÈCES JOINTES
- courrier saisine envoi plu arrêté à la cdpsps 2025.pdf (478.69 KB)
- 2025-38 bilan de concertation-tampon.pdf (983.79 KB)
- 2025-39 plu arrêt-tampon.pdf (1.79 MB)

AR24 SAS
RCS CRETEIL 809 480 122
45/47 bd Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry-sur-Seine

DATE D'ENVOI ET DE LÈRE PRÉSENTATION
16/07/2025
08:19:05 CET (Central European Time)

Lettre recommandée électronique eIDAS qualifiée respectant les articles L100 du Code des postes et des communications électroniques et 44 du règlement eIDAS - OID: 1.3.6.1.4.1.50034.1.1.2

RCS CRETEIL - 809 480 122

Les services de l'Etat ont informé la commune par mail, le 26/09/2025, que pour des raisons techniques, elle n'était pas en mesure de réceptionner les recommandés AR24.

Les services de l'Etat ont demandé à la commune de faire une nouvelle saisine des CDPENAF, CDNPS et demande de dérogation auprès de Préfet via la plateforme **France Transfert**. Ce que la commune a fait le 02/10/2025. Monsieur le Maire a également déposé le 02/10/2025 en version papier l'ensemble des documents de l'arrêt du PLU, les dossiers de saisine CDPENAF, CDNPS et la demande de dérogation auprès de Monsieur Le sous-préfet le même jour à la préfecture.

Monsieur le Sous-Préfet a confirmé à Monsieur Le Maire le 02/10/2025, lors de la remise en main propre du projet de PLU arrêté en version papier, que son dossier serait inscrit à la CDPENAF lors de sa session du 14/10/2025. Or, le dossier d'arrêt du PLU et la demande dérogation (pour laquelle le Préfet sollicite l'avis de la CDPENAF) n'ont pas été analysées lors de cette session. Les services de l'Etat expliquent qu'elle n'a pas reçu les dossiers de saisine CDPENAF et demande de dérogation au préalable.

La commune prend acte du défaut de réclamation des recommandés AR24 transmis aux services de l'Etat et ainsi des avis tacites de la CDNPS et de la CDPENAF.

Enfin, Les services de l'Etat ont indiqué par mail à la commune le 14/11/2025 que la demande de dérogation était « incomplète » en ce que la notice de la demande ne présentait pas les parcelles qui étaient transférées de la zone agricole « A » à la zone urbaine « Ub ».

Le bureau d'études Planen a renvoyé pour information un mail aux services de l'Etat le 14/11/2025 pour transmettre la demande complétée de la justification de quelques parcelles zonées en A qui sont transférées en zone Ub afin de prendre en compte les fonds de jardin construits dans le bourg et en marge du bourg. La commune renvoie la demande de dérogation complétée par France Transfert le 18/11/2025.

Conclusion :

La demande de dérogation du Préfet prévue à l'article L142-5 du Code de l'urbanisme n'a pas pu être intégrée au dossier d'enquête publique. L'accord du Préfet ne peut être donné qu'une fois que ce dernier ait sollicité l'avis de la CDPENAF et de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération.

Cet accord sera toutefois obligatoire pour que le projet de PLU puisse être approuvé.

Aperçu de l'objet du complément apporté à la demande de dérogation = les parcelles zonées en A dans le PLU de 2013 qui sont transférées aux zones Ub dans le projet de PLU :

Les fonds de jardin qui apparaissent en jaune et en hachures rouge sont concernés :

ZONE_URBA_PLU_REVISE_v4

Ub

ZONE_URBA PLU DE 2013

Aa

Ab

Ac

Ao

Google Satellite

Au nord de la rue de Pencadénic :



Fonds de jardins Rue des Bois dans le bourg et rue de la plage dans le bourg :



Fonds de jardins + 1 parcelle bâtie au sein du secteur de Toulcadén dans le bourg :



